



Arrêté Municipal
Temporaire N°PM 206/2026
Circulation alternée
Travaux télécom
Du vendredi 10 avril 2026 au vendredi 24 avril 2026
De 08h00 à 18h00

Le Maire de FRONTON,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et suivants ;

Vu le Code de la route et notamment les articles L 411-1 à L411-7, R110-1 et suivants, R 411-5, R 411- 8, R411-25 à R411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée ;

Vu le Code Général de la Propriété de la Personne Publique, notamment l'article L 3111-1 ;

Vu l'Arrêté Municipal de modification des limites d'agglomération sur les voies Départementales et Communales en date du 9 Juin 2011 ;

Vu la demande de l'entreprise **FIBRE 31, 9 avenue Yves Bruneau – 31500 TOULOUSE** – agissant pour le compte de l'entreprise **CIRCET, 7 rue du Docteur Charcot – 31830 PLAISANCE DU TOUCH** – représentée par **Monsieur FOURNIER Pierre**, concernant **des travaux de plantation de poteau télécom**, en date du **08 avril 2026** ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux, pour la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de règlementer la circulation, en mettant en place un **alternat de circulation**, en agglomération et hors agglomération, sur la commune de FRONTON, pendant toute la durée des **travaux télécom** ;

ARRETE

ARTICLE 1

Afin de permettre à l'entreprise **FIBRE 31**, de réaliser les travaux, **sur la commune de Fronton**, en agglomération, et hors agglomération, sur la commune de FRONTON, la circulation sera réglementée comme défini à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 2

La circulation de tous les véhicules sera alternée manuellement par piquets K10 sur les voies suivantes :

- **Chemin d'Orgueil**
- **Chemin de Bel'Air**
- **Route de Montauban**
- **Route de Campsas**
- **Avenue des Vignerons**

Elle sera précédée d'une signalisation d'approche, durant la journée de travaux.

Ces dispositions entreront en vigueur du **vendredi 10 avril 2026, 08h00**, et resteront applicables jusqu'au **vendredi 24 avril, 18h00**, date et heure auxquelles les conditions normales de circulation seront rétablies.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par le demandeur.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant les dates fixées à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines sera constamment assuré.

ARTICLE 5

La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par **l'entreprise FIBRE 31** chargée d'exécuter les travaux sous le contrôle de la Communauté de Communes du Frontonnais.

ARTICLE 6

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le Chef de Service de la Police Municipale de Fronton et le Commandant de la Communauté de Brigade de Fronton sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en lieux accoutumés et sur site.

ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fronton.

Monsieur le commandant des Sapeurs-Pompiers de Fronton.

Services Techniques de la Commune de Fronton.

Communauté de Communes du Frontonnais.

Service de Police Municipale de Fronton.

Chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie est transmise à l'entreprise.

ARTICLE 9

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fronton, le 8 avril 2026.
Pour le Maire, empêché et
par délégation,
L'adjointe au Maire,




Frédérique CORTIAL